



le 18 janvier 2012 : METTONS SOUS PRESSION LE SOMMET SOCIAL !

Le Président de la République convoque le 18 janvier un sommet social sur l'emploi. Sans doute conscient des effets négatifs des chiffres du chômage et de la précarité sur le comportement des électeurs, Nicolas Sarkozy redécouvre subitement les vertus du « dialogue social ». Mais il ne trompe personne, ce sommet n'a rien de social !

Après avoir conclu avec Angela Merkel un accord européen accentuant l'austérité et la régression sociale pour tous les salariés en Europe, une nouvelle offensive contre les droits sociaux est à l'ordre du jour.

Les organisations patronales s'organisent en conséquence. Loin de tirer les vrais enseignements sur les origines de la crise, elles ambitionnent d'en tirer parti pour obtenir la remise en cause des principes fondamentaux du droit social.

Ainsi, gouvernement et patronat s'entendent pour viser :

- Les bases du financement de la Sécurité Sociale avec la mise en place d'une TVA sociale,
- Davantage de flexibilité dans les horaires de travail,
- Des mesures fiscales et financières pour alléger le « coût du travail » (suppression des prestations familiales, du versement transport à la charge des entreprises et exonérations des cotisations sur salaires jusqu'à 3 fois le SMIC),
- Une hausse de la CSG, de la TVA,
- L'assouplissement de certaines règles en matière d'hygiène et de sécurité,
- La baisse des salaires, en proposant des accords « maintien d'emploi si baisse de salaire ».

La grande arnaque de la TVA Sociale :

Supprimer les cotisations sociales pour créer un nouvel impôt indirect ouvrirait clairement la voie à la privatisation de notre système solidaire de protection sociale. De plus la TVA Sociale porterait atteinte au pouvoir d'achat des salariés, des retraités et privés d'emploi sans assurer un financement pérenne de la Protection Sociale.

La vérité sur le bilan « emploi » du Medef et de Sarkozy :

Malgré les milliards d'euros d'allègements multiformes de cotisations sociales, le bilan est plus que négatif :

- Les chiffres du chômage sont au plus haut !
- En 3 ans, 900 sites industriels ont été fermés et 100.000 emplois détruits !

ASSEZ DE REcul SOCIAL !
D'AUTRES ALTERNATIVES SONT POSSIBLES !
CE N'EST PAS AUX SALARIES DE PAYER LA CRISE
DONT ILS NE SONT EN RIEN RESPONSABLES !

Il faut stopper la mise en place de ce nouveau train de mesures antisociales graves. Sur chaque lieu de travail débattons-en !

**PAR LA GREVE, CONSTRUISONS
UN GRAND RENDEZ-VOUS INTERPROFESSIONNEL.**

le 18 janvier 2012
RASSEMBLONS-NOUS A ARLES A 10 H 30
DEVANT LA SOUS PREFECTURE